

Coalitions d'Action UN PLAN D'ACCÉLÉRATION MONDIAL RÉSUMÉ ANALYTIQUE







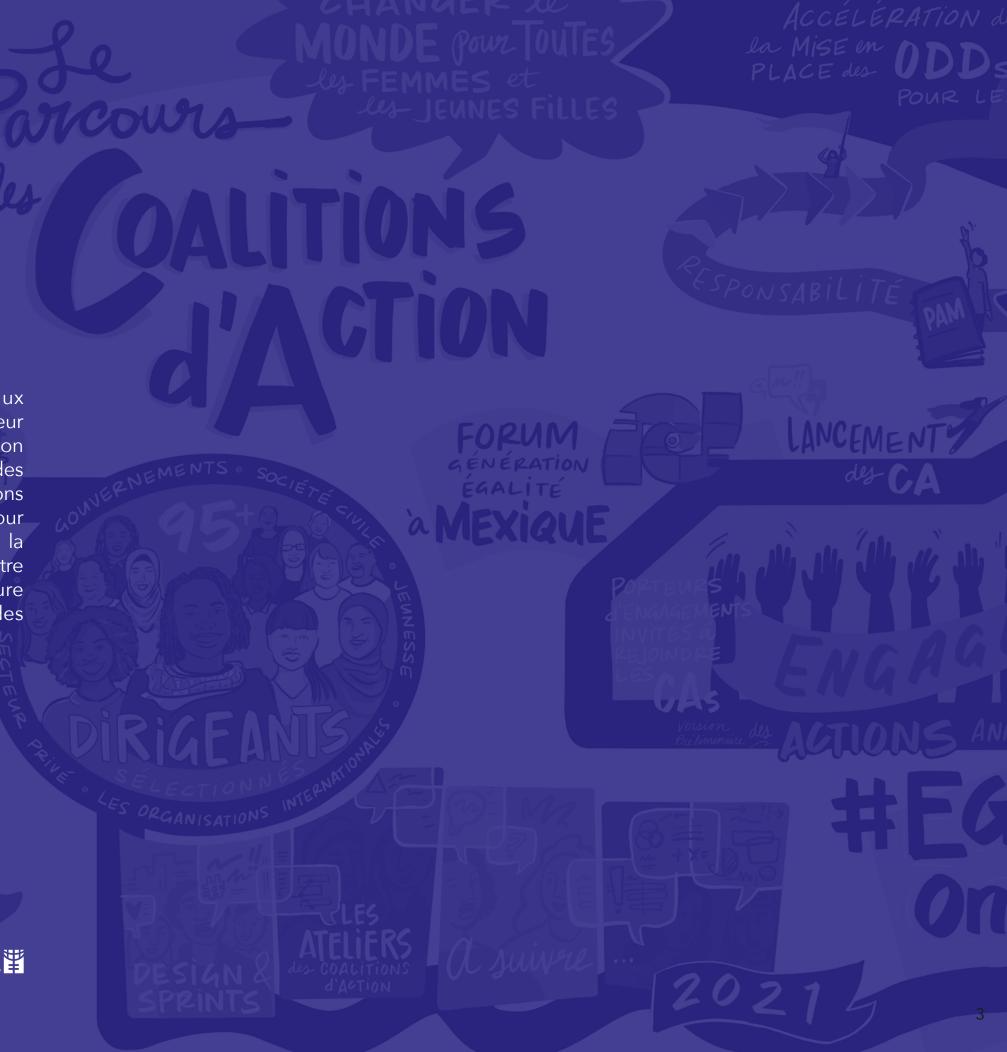


REMERCIEMENTS

Nous adressons nos remerciements aux gouvernements de France et du Mexique pour leur rôle moteur en tant qu'hôtes du Forum Génération Égalité, avec le soutien de la société civile et des jeunes, ainsi qu'aux champions des coalitions d'action et aux porteurs d'engagements, pour leur soutien à l'accélération des progrès et à la mobilisation des actions en faveur de l'égalité entre les femmes et les hommes. ONU Femmes assure le secrétariat du Forum Génération Égalité et des coalitions d'action.

Révision du contenu : Shannon Kowalski Conception et illustration : the Difference Consulting





RESUMÉ ANALYTIQUE



IL EST TEMPS DE PASSER DE LA RHÉTORIQUE À L'ACTION.

26 ans après la Quatrième conférence mondiale sur les femmes organisée à Beijing, la situation n'a guère changé. Lors de cette conférence et à de multiples occasions depuis, notamment dans le cadre des Objectifs de développement durable, les dirigeants mondiaux se sont engagés à supprimer les inégalités entre les femmes et les hommes et à réaliser les droits fondamentaux des femmes et des filles. Pourtant, ces engagements publics ne se sont pas traduits par les mesures, le financement et la mise en œuvre des lois, politiques et programmes nécessaires pour atteindre ces objectifs.

Au rythme où vont les choses, en 2030, plus de 2,1 milliards de femmes et de filles vivront dans des pays qui n'auront atteint aucun des objectifs clés de l'égalité entre les femmes et les hommes. Et aucune femme ou fille ne vivra dans un pays qui les aura tous atteints.¹

La COVID-19 n'a fait qu'aggraver la situation. Dans tous les pays, les femmes ont été touchées de façon disproportionnée : elles constituent la majeure partie des travailleurs de première ligne dans le secteur de la santé et d'autres secteurs essentiels et ont été frappées de plein fouet par la recrudescence de la violence, de la pauvreté et du travail non rémunéré. Les réponses des gouvernements n'ont pas été à la hauteur : seule une part infime des politiques de protection sociale, du marché du travail et des politiques fiscales visant à lutter contre la COVID-19 sont sensibles au genre.²

En cette **Décennie d'action des Nations Unies pour l'égalité entre les femmes et les hommes,** l'heure du changement a sonné. Il est temps de passer de la rhétorique à l'action. Dans le cadre du Forum Génération Égalité, qui a été lancé au Mexique et a culminé en France, nous créons un mouvement mondial

puissant en faveur de l'égalité entre les femmes et les hommes qui améliorera la situation des femmes et des filles dans toute leur diversité.

Les <u>Coalitions d'action de la Génération Equalité</u> se consacrent à six thèmes critiques qui sous-tendent l'égalité entre les femmes et les hommes : i) la violence fondée sur le genre; ii) la justice et les droits économiques; iii) la liberté de disposer de son corps et la santé et les droits sexuels et reproductifs (SDSR); iv) l'action féministe pour la justice climatique; v) les technologies et l'innovation au service de l'égalité entre les femmes et les hommes; et vi) les mouvements et le leadership féministes.

- ¹ Equal Measures 2030, 2020. Bending the Curve Towards Gender Equality by 2030 (Fléchir la courbe en faveur de l'égalité entre les femmes et les hommes d'ici 2030) Surrey, Royaume-Uni : Equal Measures 2030, p. 7.
- ² Voir Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD) et ONU Femmes, 2020. Riposte à la COVID-19 : suivi de la dimension de genre. https://data.undp.org/gendertracker/. Sur 3 112 mesures politiques en réponse à la COVID-19 dans 219 pays et territoires, seulement 1 299 mesures dans 187 pays et territoires sont sensibles au genre. La plupart mettent l'accent sur la lutte contre la violence à l'égard des femmes et des filles (832 mesures dans 149 pays), tandis que les mesures visant à renforcer la sécurité économique des femmes (287) et à résoudre les problèmes liés au travail de soins non rémunéré (180) sont bien moins nombreuses.

26 ANS APRÈS LA QUATRIÈME CONFÉRENCE MONDIALE SUR LES FEMMES,

TROP PEU DE CHOSES

LA COVID-19 A EXACERBÉ LA CRISE DE INÉGALITÉS **ENTRE LES FEMMES ET LES HOMMES**

PLUS DE 640

de femmes âgées de 15 et plus ont subi des violences physiques et/ou sexuelles de la part d'un partenaire intime¹

de temps au travail de soins non rémunéré que les hommes³

Les femmes consacrent

des filles sont mariées avant l'âge de 18 ans⁵

Les organisations féministes et de défense des droits des femmes touchent MOINS DE 1 %

de l'aide mondiale au développement consacrée à l'égalité entre les femmes et les hommes⁶

de femmes qui souhaitent éviter une grossesse n'utilisent pas de méthode de contraception moderne²

2/3

des femmes sont dans la population active contre 90 % des hommes, ce qui reste largement inchangé depuis 3 décennies⁴

Au rythme où vont les choses, les femmes n'atteindront l'équité salariale et la parité dans les fonctions de direction que dans

135,6 ans ⁷

¹ Organisation mondiale de la Santé, 2021. Violence against women prevalence estimates 2018 (Estimations 2018 de la prévalence de la violence à l'égard des femmes). Genève : Organisation

countations 2010 de la prevaiente de la violente à régato des rennmess, Genève : mondiale de la Santé, Désigne les femmes en âge de procréer. ² ONU Femmes, 2020. Égalité entre les femmes et les hommes : le point sur les droits des femmes 25 ans après Beijing. New York : ONU Femmes ³ ONU Femmes, 2019. Le progrès des femmes à travers le monde :

les familles dans un monde en changement. New York: ONU Femmes

Forum économique mondial, 2021. Rapport mondial 2021 sur la parité entre les genres.

Genève : Forum économique mondial 5 ONU Femmes, 2020. Égalité entre les femmes et les hommes :

le point sur les droits des femmes 23 ans après Beijing. New York : ONU Femmes ⁶ Forum économique mondial, 2021. Rapport mondial 2021 sur la parité entre les genres. Genève : Forum économique mondial ⁷ Réseau du Comité d'aide au développement (CAD) de l'Organisation de coopération et de

développement économiques (OCDE) sur l'égalité homme-femme, juillet 2020. (L'aide axée sur l'égalité entre les femmes et les hommes et l'autonomisation des femmes : aperçu des inancements actuels et des tendances dans le temps en matière de soutien à la mise en œuvre de la Déclaration et du Programme d'action de Beijing). Paris : Organisation de coopération et de

ILLER ENSEMBLE POUR MENER LE CHANGEMENT

Les Coalitions d'action mobilisent les gouvernements, les organisations de femmes, les organisations féministes et les organisations dirigées par des jeunes, les organisations internationales, les fondations et le secteur privé pour impulser le changement. À travers des plans d'action élaborés conjointement par les champions des Coalitions d'action, elles catalysent les engagements collectifs, suscitent des discussions locales et internationales entre les générations et les communautés et provoquent une hausse considérable des financements publics et privés.

PLANS DIRECTEURS DES COALITIONS D'ACTION

Les plans d'action de chacune des Coalitions affichent une forte ambition de réussite et présentent les actions, les stratégies et les tactiques prioritaires permettant d'y parvenir. Les travaux des Coalitions d'action s'appuient sur un engagement en faveur du leadership féministe, d'un changement transformateur et de la mise en pratique d'une approche intersectionnelle - c'est-à-dire la reconnaissance du fait que de nombreuses femmes et filles subissent des formes multiples et croisées de discrimination fondées sur leur identité, leurs réalités et les inégalités d'accès au pouvoir et aux ressources, et la prise de mesures concrètes pour y remédier. Par ailleurs, les plans d'action définissent des objectifs clés permettant d'évaluer l'impact des travaux des Coalitions d'action. Ensemble, les plans d'action constituent le Plan d'accélération mondial pour l'égalité entre les femmes et les hommes. Ils accéléreront l'avancement vers la réalisation des Objectifs de développement durable et la mise en œuvre complète du Programme d'action de Beijing au cours de cette Décennie d'action des Nations Unies pour l'égalité entre les femmes et les hommes.

ENGAGEMENTS

Aujourd'hui, des <u>porteurs d'engagement</u> de tous les secteurs de la société se mobilisent pour fournir des ressources, mener des actions de plaidoyer, mettre en œuvre des changements législatifs et politiques et déployer des programmes pour concrétiser ces plans d'action. En outre, chaque Coalition d'action s'appuie sur des <u>engagements collectifs</u> - des actions susceptibles d'avoir un impact à grande échelle -, notamment : une Alliance mondiale pour les soins, qui vise à développer des services publics de soins de qualité; une initiative cherchant à encadrer les marchés et à élargir l'accès aux produits de santé reproductive; la mise en place d'un Fonds à grande échelle pour des solutions climatiques justes du point de vue du genre; et une Alliance mondiale pour des mouvements féministes durables.

RESPONSABILITÉ

La responsabilité est au cœur du processus : les porteurs d'engagement rendent compte de leurs progrès; ONU Femmes évalue les progrès réalisés par rapport aux objectifs des Coalitions d'action; et ensemble, les diverses parties prenantes mesurent l'impact collectif des Coalitions d'action sur la vie des femmes et des filles. Les Coalitions d'action évalueront également la mesure dans laquelle elles créent et mettent en œuvre des processus qui contribuent à un changement transformateur, en luttant contre les inégalités de pouvoir parmi et entre les dirigeants et en prenant des mesures concrètes afin d'y remédier.

Les Coalitions d'action peuvent offrir des progrès concrets en matière d'égalité entre les femmes et les hommes pour toutes les femmes et les filles de toute génération et dans toute leur diversité.

Mais la clé du succès repose sur les diverses parties prenantes, qui doivent se présenter avec des ENGAGEMENTS, DES RESSOURCES ET DES PROPOSITIONS D'ACTION.

ET VOUS, ALLEZ-VOUS NOUS REJOINDRE?

L'APPROCHE DES COALITIONS D'ACTION





LE PARCOURS DES COALITIONS D'ACTION

Depuis le début, les Coalitions d'action et leurs plans ont été conceptualisés et élaborés dans le cadre d'un processus de création conjointe regroupant des féministes et de jeunes leaders, ainsi que les représentants d'autres organisations de la société civile, de gouvernements, de fondations, d'organisations internationales et du secteur privé.

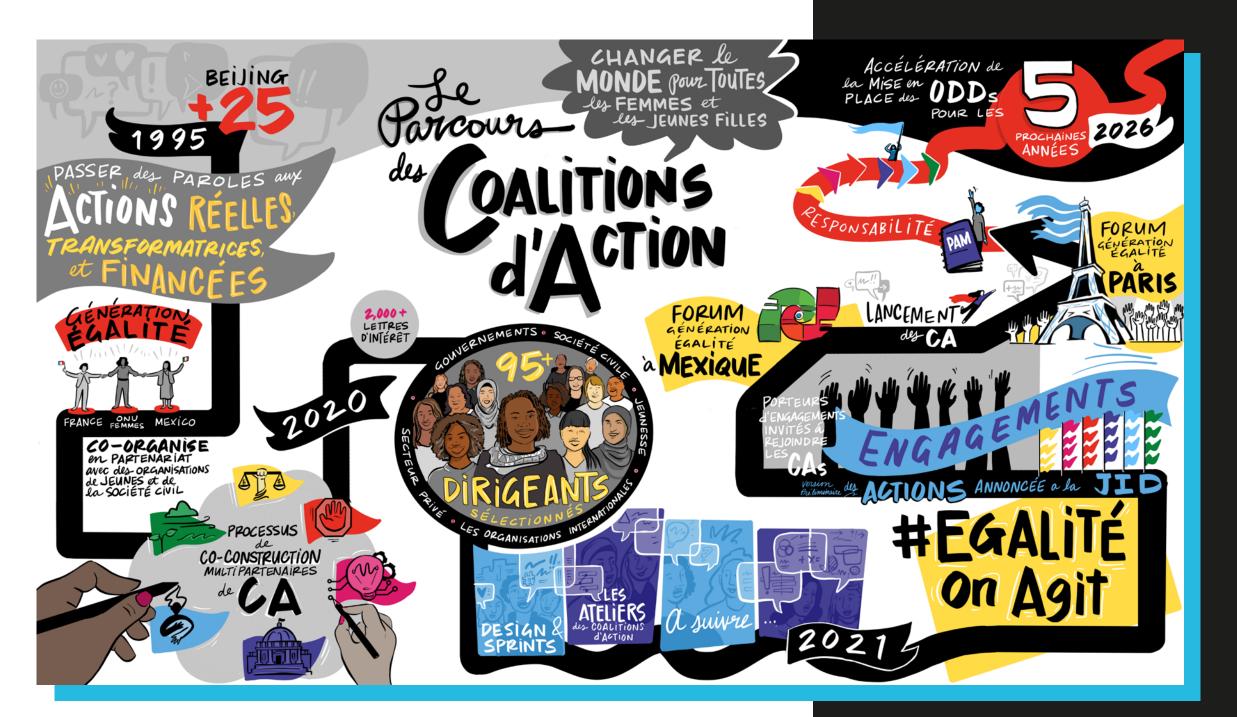
Lors d'un design sprint à Mexico en décembre 2019, divers leaders ont évalué une série de questions appelant à une action urgente pour faire avancer les droits des femmes et des filles dans toute leur diversité ainsi que la mesure dans laquelle ces questions avaient déjà été abordées dans d'autres forums et initiatives. S'appuyant sur les conseils de ces leaders, le Groupe principal du Forum Génération Égalité - ONU Femmes,

le Mexique, la France et le Groupe consultatif de la société civile - s'est focalisé sur six thèmes des Coalitions d'action et ont appelé les leaders de tous les secteurs à se lancer dans l'élaboration de plans consacrés à ces thèmes.

Lors d'un deuxième design sprint à Paris en février 2020, divers leaders ont examiné comment les thèmes des Coalitions d'action permettraient d'accélérer le changement en faveur des femmes et des filles dans toute leur diversité et ont recommandé des domaines d'action potentiels. Ils ont également défini les principes d'orientation du travail des Coalitions d'action - l'intersectionnalité, le leadership féministe et la transformation - et ont commencé à esquisser de futurs modèles de gouvernance et de redevabilité possibles.

Plus de 2000 représentants de la société civile, d'organisations internationales et régionales, de gouvernements, de fondations et d'entreprises ont soumis des lettres pour manifester leur souhait de devenir des champions de Coalitions d'action. Les candidatures émanant de groupes féministes, de défense des droits des femmes, de groupes dirigés par des jeunes et d'organisations de la société civile ont été examinées dans le cadre d'un processus établi par le Groupe de travail sur la jeunesse et le Groupe consultatif de la société civile, auquel ont participé des représentants de la société civile provenant d'autres mécanismes de gouvernance mis en place pour le Forum Génération Égalité. Le processus visant à assurer un leadership diversifié d'organisations de la société civile et dirigées par des jeunes travaillant à différents niveaux, depuis l'échelon local jusqu'au niveau mondial, regroupant un éventail de domaines d'expertise et représentant des communautés historiquement marginalisées, y compris des groupes dirigés par des personnes LGBTQ+, des femmes et filles handicapées et des femmes et filles autochtones. Un dernier groupe de leaders couvrant tous les secteurs et toutes les Coalitions d'action a été convenu par le Groupe principal qui, depuis septembre 2020, comprend également des représentants du Groupe de travail sur la jeunesse.

Au travers d'une série d'ateliers, de consultations et de dialogues, les champions des Coalitions d'action ont travaillé ensemble ainsi qu'en collaboration avec leurs circonscriptions à l'élaboration des plans. Les projets de plans ont été communiqués au Forum Génération Égalité de Mexico puis, en tenant compte des idées qui y ont été soulevées ainsi que dans d'autres espaces, ils ont été finalisés et officiellement lancés lors du Forum Génération Égalité de Paris.



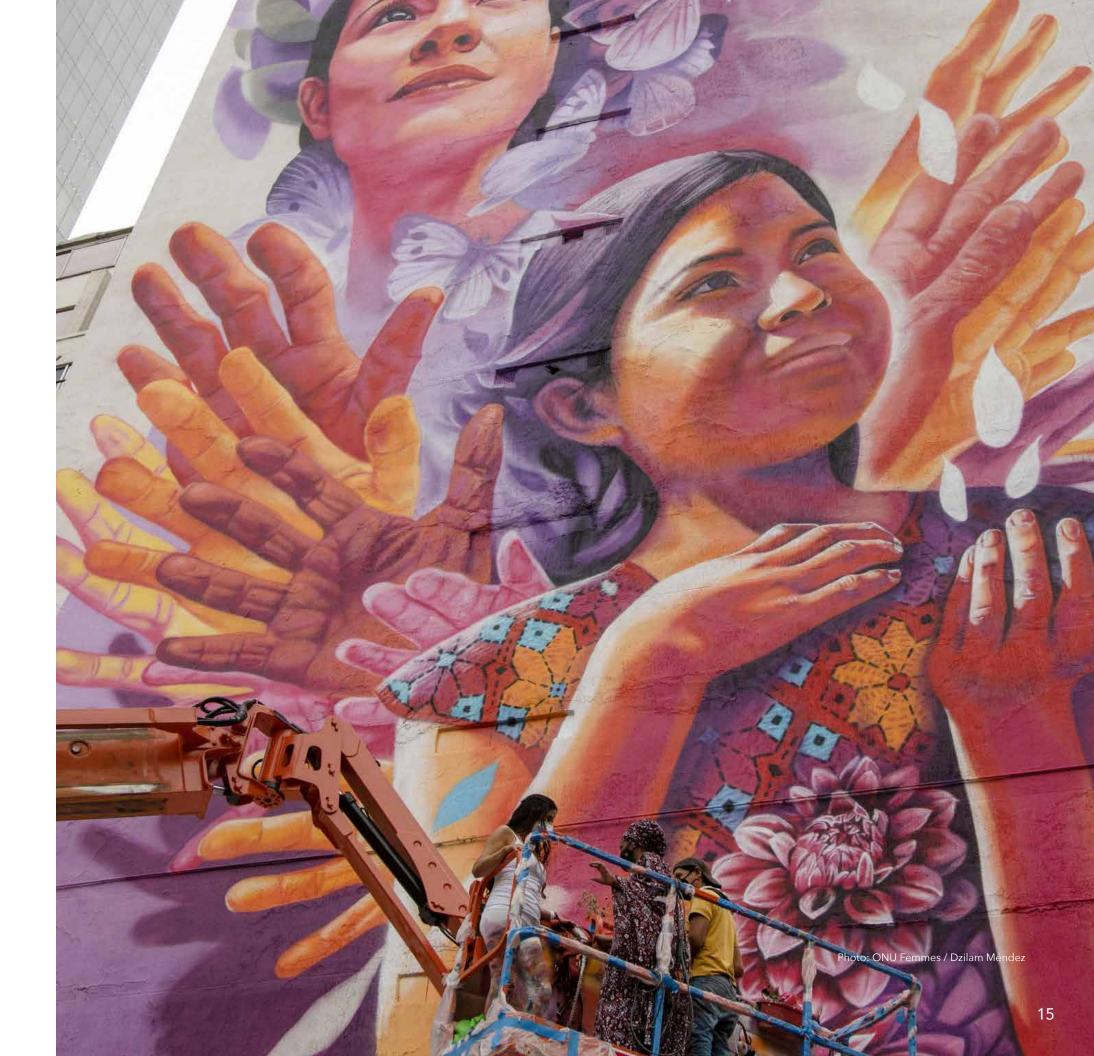
POURQUOI LES COALITIONS D'ACTION SONT-ELLES CATALYTIQUES ?

Les filles, les femmes et les personnes de genre différent ne peuvent pas vivre pleinement leur vie, en toute liberté et égalité, si des normes sociales, des lois et des pratiques discriminatoires les entravent et étouffent leur potentiel. L'égalité entre les femmes et les hommes n'est pas seulement bénéfique pour les femmes et les filles, elle est à la base de l'édification de sociétés justes et équitables, où chacun peut s'épanouir. L'égalité entre les femmes et les hommes sous-tend les systèmes économiques et sociaux qui incluent et desservent tous les individus, et elle est indispensable à la survie de la planète.

Il est d'autant plus urgent d'agir maintenant que la COVID-19 a mis en évidence des <u>défaillances majeures en matière d'égalité</u>, qui ont laissé pour compte des millions de femmes et de filles - notamment celles qui sont les plus marginalisées et qui subissent des discriminations pour de multiples raisons. La COVID-19 a exacerbé l'absence de progrès en faveur de l'égalité entre les femmes et les hommes, aggravant la pauvreté des femmes, augmentant les taux de violence, coupant l'accès aux services sociaux essentiels, tels que l'école et les soins de santé, et alourdissant la charge du travail non rémunéré pour les femmes et les filles. La pandémie met à rude épreuve les systèmes de santé, creuse les écarts socioéconomiques et modifie les priorités stratégiques, politiques et financières, autant d'éléments qui affectent de façon négative et disproportionnée les femmes et les filles.

Dans cette optique, les Coalitions d'action de la Génération égalité constituent une plateforme extraordinaire, tant dans leur approche que dans leur niveau d'ambition. Elles rassemblent différentes parties prenantes pour s'attaquer à certains des obstacles les plus insolubles à l'égalité - de la violence au changement climatique, en passant par les systèmes économiques qui laissent les femmes et les filles de côté.

Les Coalitions d'action représentent un partenariat unique. Parmi les Champions et les porteurs d'engagement figurent des militants féministes, des dirigeants de diverses organisations locales, autochtones et communautaires, des jeunes dirigeants et des représentants de fondations privées, du secteur privé, d'organisations internationales et régionales et de gouvernements, déterminés à agir collectivement en faveur de l'égalité entre les femmes et les hommes. Ils travaillent ensemble à élaborer des plans qui, s'ils sont mis en œuvre et entièrement financés, peuvent conduire à des changements durables et transformateurs tout en contribuant à garantir que les femmes, les filles et les personnes de genre différent du monde entier puissent pleinement jouir de leurs droits humains. Ce faisant, ils démontrent comment diverses parties prenantes peuvent accroître leur impact en unissant leurs forces, en travaillant activement à une répartition équitable du pouvoir dans la prise de décision et en axant leurs actions sur les besoins des communautés les plus marginalisées.



QUELS SONT LES PRINCIPES FONDAMENTAUX DES COALITIONS D'ACTION?

L'intersectionnalité, le leadership féministe et la transformation sont les principes qui sous-tendent le **fonctionnement** des Coalitions d'action et les **objectifs** qu'elles visent. Tous les porteurs d'engagement et les Champions des Coalitions d'action sont invités à refléter ces principes au sein de leurs propres organisations, gouvernements, institutions et entreprises, ainsi que dans leur travail collectif.

#

INTERSECTIONNALITÉ

Les Coalitions d'action cherchent à déployer une approche intersectionnelle en mettant en lumière les formes multiples et croisées de discrimination que subissent de nombreuses femmes et filles en raison de leur identité, de leurs réalités, de leur contexte et des inégalités d'accès au pouvoir et aux ressources, et en les combattant. L'intersectionnalité exige de reconnaître les difficultés particulières auxquelles sont confrontées les victimes de formes de discrimination croisées, d'identifier les dynamiques et les systèmes de pouvoir qui les renforcent et de travailler de manière concrète et intentionnelle pour les contrer.¹



LEADERSHIP FÉMINISTE

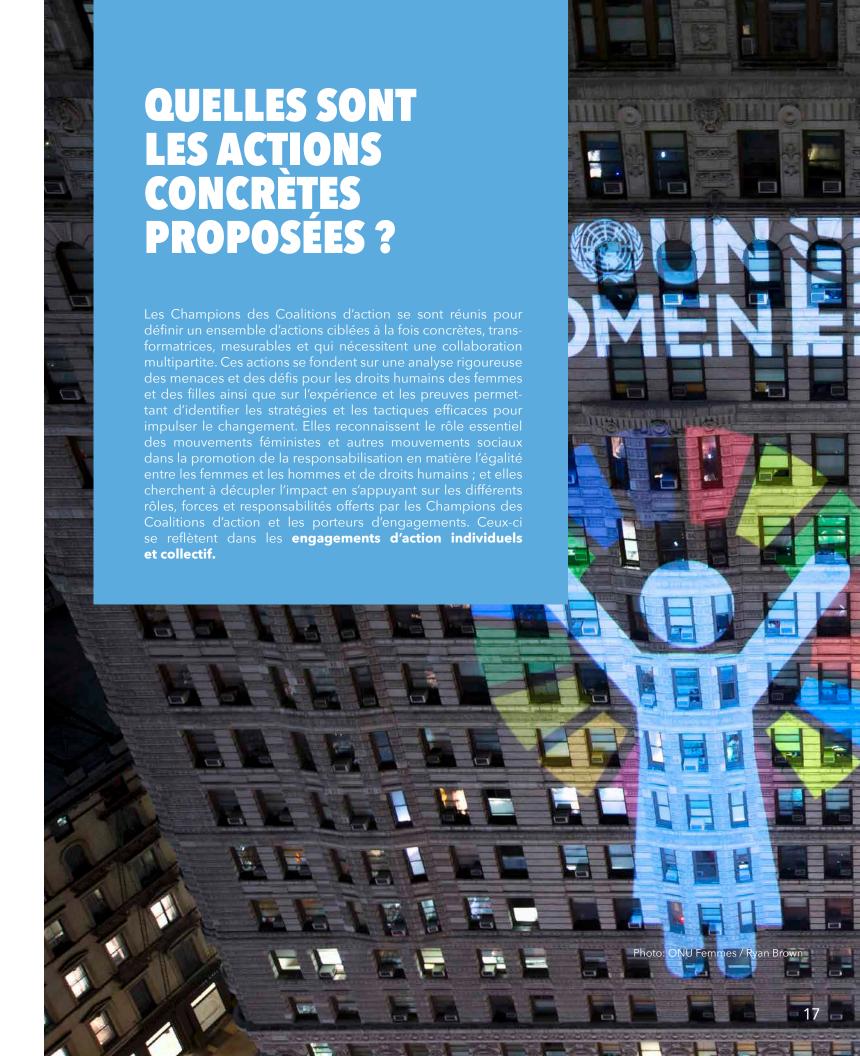
le leadership féministe aspire à redistribuer le pouvoir et la responsabilité de façon explicite et intentionnelle, inclusive et participative, en tenant compte des questions de genre, d'âge, de race, de classe sociale, d'orientation sexuelle, de capacité et d'autres identités croisées. Cela implique un engagement continu en matière de vigilance et de remise en cause de la (re) production des pratiques et des comportements qui découragent la collaboration et l'écoute proactive tout en ne profitant qu'à quelques-uns au détriment des autres.²



TRANSFORMATION

Les Coalitions d'action visent à transformer les structures, les systèmes et le pouvoir qui aggravent les inégalités, à la fois dans leur objectif ultime et dans leurs propres méthodes de travail. Ce faisant, les Coalitions d'action cherchent à construire une vision collective à travers des approches qui privilégient la co-création, le dialogue et une perspective partagée, en portant une attention particulière aux voix des groupes historiquement marginalisés. Le leadership des jeunes est essentiel à la vision transformatrice des Coalitions d'action de Génération égalité.

² Pour un aperçu et une analyse complète du leadership féministe, voir le Manifeste des jeunes féministes de Génération égalité, mars 2021. https://www.youngfeminist.eu/2021/03/young-feminist-manifesto/



¹ Crenshaw, K. (1989). « Demarginalizing the intersection of race and sex: A black feminist critique of antidiscrimination doctrine, feminist theory and antiracist politics. » University of Chicago Legal Forum, no 1: p. 139-167. Les analyses présentées dans ce document proviennent du Manifeste des jeunes féministes, mars 2021. https://chicagounbound.uchicago.edu/uclf/vol1989/iss1/8/

ENSEMBLE,

les plans d'action des Coalitions d'action forment le Plan d'accélération mondial pour l'égalité entre les femmes et les hommes, qui s'appuie sur les actions suivantes :



VIOLENCE FONDÉE SUR LE GENRE

Un nombre plus important d'États et d'acteurs régionaux ratifie les conventions internationales et régionales; et les institutions publiques et les organismes privés renforcent, mettent en place et financent des lois, des politiques et des plans d'action qui ont fait leurs preuves pour mettre fin à la violence fondée sur le genre contre les femmes et les filles dans toute leur diversité. Ce faisant, en 2026, 550 millions de femmes et filles supplémentaires vivront dans des pays où les lois et les politiques interdisent toutes formes de violence basée sur le genre contre les femmes et les filles.

Accélérer la mise en place et le financement des stratégies de prévention qui ont fait leurs preuves par les institutions publiques, les organismes privés et les organisations de défense des droits des femmes pour réduire la violence fondée sur le genre à l'encontre des femmes, des adolescentes et des jeunes femmes dans toute leur diversité, y compris dans les contextes humanitaires. Ce faisant, augmenter de 50 % le nombre de pays qui intègrent une ou plusieurs stratégies de prévention contre la violence fondée sur le genre à l'encontre des femmes et des filles dans leurs politiques nationales d'ici 2026.

Accélérer la mise en place et le financement de services coordonnés complets, de qualité, accessibles et abordables, pour soutenir les survivantes des violences fondées sur le genre perpétrées à l'encontre des femmes et des filles dans toute leur diversité, y compris dans les contextes humanitaires. Ce faisant, en 2026, davantage de femmes et de filles vivront dans des pays dotés de plans d'action multisectoriels sur la VFG qui prévoient le déploiement de services de police, de justice, de santé et du secteur social.

Renforcer le soutien, accroître la responsabilisation et intensifier le financement souple et de qualité fourni par les États, le secteur privé, les fondations et autres donateurs aux organisations autonomes dirigées par des filles et aux organisations de défense des droits des femmes qui luttent contre la violence fondée sur le genre à l'égard des femmes et des filles dans toute leur diversité. Ce faisant, d'ici 2026, nous améliorerons et augmenterons progressivement de 50 % le financement international en faveur des organisations, des militants et des mouvements de défense des droits des femmes, y compris ceux qui œuvrent pour combattre la violence fondée sur le genre à l'encontre des femmes et des filles dans toute leur diversité.



JUSTICE ET DROITS ÉCONOMIQUES

D'ici 2026, accroître le nombre de pays dotés de mesures complètes pour des services publics de soins de qualité et favorables à l'égalité entre les femmes et les hommes, et ayant mis en place des réformes législatives et politiques, notamment par l'investissement (recommandé) de 3 à 10 % du revenu national et par la création de jusqu'à 80 millions d'emplois dignes dans le secteur des soins - afin de reconnaître, réduire et redistribuer le travail de soins non rémunéré, de récompenser le travail rémunéré et de représenter les travailleurs du secteur des soins, tout en leur garantissant un salaire décent et en faisant valoir leurs droits du travail (y compris dans le secteur privé).

D'ici 2026, créer un environnement juridique et politique inclusif et favorable et associer les femmes au développement de conditions de travail dignes dans l'économie formelle et informelle pour réduire de 17 millions (chiffre recommandé) le nombre de femmes actives vivant sous le seuil de pauvreté; et réduire de moitié l'écart de participation au marché du travail entre les femmes et les hommes dans la force de l'âge ayant de jeunes enfants, pour permettre à 84 millions de femmes supplémentaires de rejoindre la population active.

D'ici 2026, améliorer l'accès des femmes aux ressources productives – et leur contrôle sur ces dernières – en élargissant leur accès et leur contrôle sur la terre et les produits et services financiers sensibles au genre ; et augmenter le nombre d'entreprises détenues par des femmes. Ce faisant:

- ► l'accès sécurisé à la propriété et au contrôle des terres et des logements sera renforcé pour 7 millions de femmes ;
- ► l'écart entre les sexes dans l'inclusion financière sera ramené à 6 % grâce à l'amélioration de l'inclusion financière formelle et informelle, y compris pour les femmes les plus exposées au risque d'exclusion des services financiers formels;
- ► le nombre de programmes nationaux d'autonomisation économique des femmes intégrant des services financiers numériques et une participation via des plateformes sensibles au genre sera accru;
- ► le nombre d'entreprises détenues par des femmes sera plus élevé de 25 % dans tous les contextes, y compris les situations fragiles et de conflit.

Concevoir et mettre en œuvre des plans macroéconomiques, des réformes budgétaires et des plans de relance sensibles au genre, afin que le nombre de femmes et de filles vivant dans la pauvreté soit réduit de 85 millions d'ici 2026, notamment grâce à des socles et systèmes publics de protection sociale de qualité.



LIBERTÉ DE DISPOSER DE SON CORPS ET SANTÉ ET DROITS EN MATIÈRE DE SEXUALITÉ ET DE REPRODUCTION

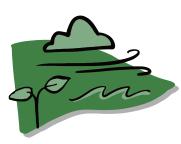
D'ici 2026, développer l'éducation sexuelle complète à l'école et hors de l'école pour toucher 50 millions d'enfants, d'adolescents et de jeunes supplémentaires, dans toute leur diversité.

Dans un programme global qui inclut les services de SDSR comme composante essentielle de la couverture sanitaire universelle, renforcer la qualité des services de contraception et faciliter leur accès pour 50 millions de filles adolescentes et de femmes supplémentaires, dans toute leur diversité; soutenir la suppression des politiques de restriction et des obstacles juridiques, pour permettre à 50 millions de filles adolescentes et de femmes supplémentaires, dans toute leur diversité, de vivre dans des pays qui offrent un accès à des avortements sûrs et légaux d'ici 2026.

Tar la transformation des normes de genre et une prise de conscience accrue de leurs droits, permettre à tous les individus, y compris à 260 millions de filles, d'adolescentes et de femmes supplémentaires dans toute leur diversité de prendre leurs propres décisions en ce qui concerne leur corps, leur sexualité et la procréation d'ici 2026; modifier la législation et les politiques publiques pour protéger et promouvoir la liberté de disposer de son corps et la SDSR dans au moins 20 pays d'ici 2026.

Accroître la responsabilité, la participation et le soutien des organisations autonomes féministes et des organisations de femmes (y compris les organisations et collectifs dirigés par des filles, des adolescents et des autochtones), des défenseures des droits humains et des artisanes de la paix. Renforcer les organisations, les réseaux et les mouvements engagés dans la promotion et la protection de la liberté de disposer de son corps et de la SDSR.

19



ACTION FÉMINISTE POUR LA JUSTICE CLIMATIQUE

D'ici 2026, augmenter le pourcentage de flux mondiaux - publics et privés - du financement de l'action climatique, orientés et investis en faveur de solutions climatiques justes du point de vue du genre, en particulier au niveau local et rural, notamment en portant à 88 % la part des financements bilatéraux consacrés aux politiques climatiques favorables à l'égalité entre les femmes et les hommes.

D'ici 2026, accroître la proportion de femmes et de filles qui prennent part aux décisions et qui occupent des fonctions de leadership dans la gouvernance environnementale et les secteurs impliqués dans la transition vers une économie circulaire, verte et régénératrice.

Renforcer et exploiter les capacités de millions de femmes et de filles supplémentaires, dans toute leur diversité, pour améliorer la résilience aux aléas climatiques et aux risques de catastrophes, atténuer les effets du changement climatique et remédier aux pertes et dommages, y compris par l'accès à une éducation de qualité, des modèles coopératifs communautaires et les droits fonciers.

D'ici 2026, au moins 20 pays feront état d'une utilisation accrue des statistiques relatives au genre et à l'environnement pour élaborer les politiques, en créant un environnement propice et en produisant davantage de statistiques sur ces deux dimensions.



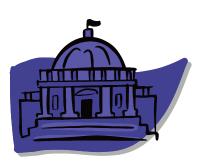
TECHNOLOGIES ET INNOVATION AU SERVICE DE L'ÉGALITÉ ENTRE LES FEMMES ET LES HOMMES

D'ici 2026, réduire de moitié la fracture numérique entre les hommes et les femmes de toutes les générations en intensifiant l'accès aux technologies numériques et l'acquisition de compétences numériques universelles.

D'ici 2026, augmenter de 50 % l'investissement en faveur des technologies et de l'innovation féministes afin de soutenir le leadership des femmes dans l'innovation et de mieux répondre aux besoins urgents des femmes et des filles.

D'ici 2026, doubler la proportion des femmes qui travaillent dans les technologies et l'innovation en mettant en place de nouveaux réseaux et points de référence pour transformer les écosystèmes d'innovation.

D'ici 2026, une majorité de pays et de grandes entreprises technologiques démontreront leur capacité à mettre en œuvre des politiques et des solutions de lutte contre les VFG et les discriminations en ligne et/ou favorisées par l'usage des technologies..



MOUVEMENTS ET LEADERSHIP FÉMINISTES

D'ici 2026, doubler le taux de croissance annuel des financements de tous les secteurs en faveur des mouvements, organisations et fonds dirigés par des féministes, des femmes et des filles dans toute leur diversité, y compris ceux dirigés par des femmes et des personnes historiquement marginalisées, notamment les personnes trans, intersexes et non binaires.

Promouvoir, élargir, renforcer et protéger l'espace civique dans tous les domaines, y compris en ligne, et soutenir les efforts des militantes féministes dans toute leur diversité, notamment les défenseures des droits humains, les femmes œuvrant pour la consolidation de la paix, les personnes trans, intersexes et non binaires, les filles et d'autres membres issus de groupes historiquement marginalisés, pour défendre l'espace civique et supprimer les obstacles aux actions, aux organisations et aux mobilisations féministes dans toute leur diversité.

D'ici 2026, accroître la représentation et la participation effectives, le leadership et le pouvoir décisionnel des filles, des jeunes dirigeants, des femmes et des leaders féministes dans toute leur diversité, y compris les personnes trans, intersexes et non binaires, en s'efforçant de : (1) faire progresser la parité entre les sexes et l'inclusion des personnes historiquement marginalisées à tous les niveaux, dans tous les aspects et dans tous les secteurs de la prise de décision publique et économique, y compris le secteur privé, la société civile, les organisations internationales, les institutions politiques et gouvernementales, les postes exécutifs et législatifs ; (2) promouvoir et déployer des approches féministes, transformatrices en matière de genre et intersectionnelles de la prise de décision et du leadership, qui reconnaissent, analysent et remettent en cause les rapports de pouvoir existants et qui défendent des lois et des politiques inclusives, transformatrices en matière de genre et affirmant les droits.

D'ici 2026, renforcer la position des adolescentes et des jeunes leaders féministes - et de leurs mouvements et organisations - en leur allouant des ressources financières, techniques ou autres, spécifiques et flexibles, et en assurant le suivi et l'évaluation de ces ressources ; et créer des espaces sûrs et inclusifs pour diriger, administrer conjointement, participer de manière substantielle et co-créer des processus décisionnels.



LES COALITIONS D'ACTION DE LA GÉNÉRATION ÉGALITÉ SONT LES FEUILLE DE ROUTE MONDIALE POUR L'ACCÉLÉRATION DE L'ÉGALITÉ ENTRE LES FEMMES ET LES HOMMES







LIBERTÉ DE DISPOSER DE **ACTION FÉMINISTE SON CORPS ET SANTÉ** ET DROITS EN MATIÈRE **DE SEXUALITÉ ET**



POUR LA JUSTICE

CLIMATIQUE





MOUVEMENTS ET LEADERSHIP FÉMINISTES







DE REPRODUCTION











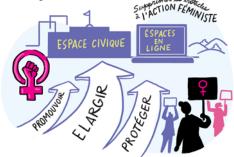




















L'INCLUSION FINANCIÈRE DES FEMMES





